



Rapport Annuel – BSO 3000
Exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

BSO 3000
FR0007040712

| | |
|---|----------------|
| VALEUR LIQUIDATIVE AU 31/12/2025 | 238.43€ |
| NOMBRE DE PARTS EN CIRCULATION AU 31/12/2025 | 271 616 |

NATURE
TYPE
SOCIETE DE GESTION
COMMISSAIRE AUX COMPTES

OPCVM
FCP
SAINT OLIVE ET CIE
CROWE FIDELIANCE

BSO 3000

OBJECTIF

Le présent document contient des informations essentielles sur le produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste ce produit et quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés, et de vous aider à le comparer à d'autres produits

PRODUIT

Nom du produit : BSO 3000 (le Fonds)
Nom de l'initiateur du produit : SAINT OLIVE et Cie (la Société de Gestion)
Code ISIN : FR0007040712 - BSO 3000 (la Part)
Site internet : www.banquesaintolive.com
Téléphone : appelez le +33 4 72 82 10 10 pour de plus amples informations
L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) est chargée du contrôle de SAINT OLIVE et Cie en ce qui concerne ce document d'informations clés.
SAINT OLIVE et Cie est agréée en France sous le n° GP97131 et réglementée par l'AMF
Date de production du document d'informations clés : 08/07/2025

AVERTISSEMENT : Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.

EN QUOI CONSISTE CE PRODUIT

TYPE

Le Fonds est un Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) constitué sous la forme d'un Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français.

DUREE

Le Fonds est constitué pour une durée de 99 ans. Il a été agréé par l'AMF le 07/01/2000 et lancé le 31/01/2000.

OBJECTIF

Classification AMF : Sans classification

L'objectif de gestion est de chercher la surperformance de l'indicateur de référence sur la durée de placement recommandée de cinq ans net de frais de gestion du fonds.

L'indicateur de référence est l'indice CAC All Tradable, calculé dividendes net réinvestis. L'indicateur sert de référence à posteriori : la gestion de l'OPCVM n'étant pas indiciaire, sa performance pourra, le cas échéant, s'en écarter sensiblement.

La stratégie d'investissement de l'OPCVM repose sur une gestion discrétionnaire active. La sélection de titres (stock picking) a pour principaux critères la compréhension du métier, la qualité des dirigeants et la valorisation de la société.

Les critères de valorisation et de rentabilité sont appréhendés selon une approche privilégiant l'analyse financière au travers des ratios habituels (Price Earning, Price Cash Flow, Valeur d'entreprise sur chiffre d'affaires, Marge nette, Rendement, ...) appréciés selon le secteur d'activité des sociétés émettrices. Le gestionnaire peut, en outre, investir dans des dossiers de retournement, notamment lorsque la valeur de marché d'un émetteur devient inférieure à sa valeur estimée.

Le FCP étant éligible au plan d'épargne en actions (PEA), il est investi en permanence à 75% minimum sur les marchés des actions françaises essentiellement de moyennes capitalisations. Le FCP pourra également être exposé, dans la limite de 20% de son actif, sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la communauté européenne ou par des sociétés étrangères cotées en euros.

Pour le solde de l'actif, le fonds peut investir jusqu'à 10 % en obligations convertibles, échangeables ou remboursables, obligations et titres de créance négociables sans référence à des critères de notation financière particuliers ni de durée. Les titres émis par des émetteurs dont la notation est faible ou inexistante (titres spéculatifs) pourront représenter jusqu'à 5 % de l'actif.

Le fonds ne peut détenir plus de 10% de son actif en OPCVM. Le fonds n'intervient pas sur les marchés d'instruments financiers dérivés.

L'OPCVM a opté pour la capitalisation des revenus (actions de capitalisation).

Zone d'investissement : France

Les revenus sont capitalisés. Les modalités de souscription et de rachat de parts sont détaillées dans la prospectus et au paragraphe "Combien de temps dois-je le conserver et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée" ci-après.

INVESTISSEURS DE DETAIL VISES

Le Fonds est compatible avec les investisseurs ayant une connaissance limitée des instruments financiers sous-jacents et/ou n'ayant aucune expérience du secteur financier. Le Fonds est compatible avec les investisseurs qui peuvent supporter des pertes élevées en capital et qui n'ont pas besoin de garantie du capital. Le Fonds est compatible avec les investisseurs qui cherchent à faire augmenter la valeur de leur investissement et qui souhaitent conserver leur investissement sur la durée de la période de détention recommandée (5 ans).


AUTRES INFORMATIONS

Banque dépositaire : BANQUE SAINT OLIVE

QUELS SONT LES RISQUES ET QU'EST CE QUE CELA POURRAIT ME RAPPORTER ?

INDICATEUR SYNTHETIQUE DE RISQUE



 L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant toute la période de détention recommandée (5 ans). Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant la durée de détention recommandée, et vous pourriez obtenir moins en retour. L'indicateur synthétique de risque (ISR) permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer. Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 4 sur 7 qui est une classe de risque moyenne.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds.

- Risque de liquidité
- Risque lié aux petites capitalisations

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

SCENARIOS DE PERFORMANCE

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez. Ce que vous obtiendrez dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances, ainsi que la performance moyenne du produit au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir.

Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

| La période de détention recommandée pour ce produit est de 5 ans Exemple investissement de 10 000€ | | 1 an | 5 ans |
|---|---|-----------------|-----------------|
| Scénario de tensions | Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts | 6 010 € | 4 360 € |
| | <i>Rendement annuel moyen</i> | -39,9% | -15,3% |
| Scénario défavorable | Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts | 7 700 € | 9 500 € |
| | <i>Rendement annuel moyen</i> | -23,0% | -1,0% |
| Scénario intermédiaire | Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts | 10 000 € | 12 580 € |
| | <i>Rendement annuel moyen</i> | 0,0% | 4,7% |
| Scénario favorable | Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts | 13 530 € | 14 970 € |
| | <i>Rendement annuel moyen</i> | 35,3% | 8,4% |

Le scénario défavorable s'est produit pour un investissement entre juin 2016 et juin 2011.

Le scénario intermédiaire s'est produit pour un investissement entre juin 2025 et juin 2020.

Le scénario favorable s'est produit pour un investissement entre novembre 2021 et novembre 2016.

Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

QUE SE PASSE-T-IL SI SAINT OLIVE et Cie N'EST PAS EN MESURE D'EFFECTUER LES VERSEMENTS ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion de portefeuille. En cas de défaillance de cette dernière, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

L'investissement dans le Fonds ne fait pas l'objet d'une couverture de risque et n'est pas garanti en capital.

QUE VA ME COÛTER CET INVESTISSEMENT ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet des coûts et vous montrera l'incidence de l'ensemble de ces coûts sur votre investissement.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit et du rendement du produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé que :

- qu'au cours de la première année vous récupérez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0%), que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée par le scénario intermédiaire.
- 10 000 EUR investis.

INVESTISSEMENT DE 10 000€

| | Si vous sortez après 1 an | Si vous sortez après 5 ans * |
|--------------------------------|---------------------------|------------------------------|
| Coûts totaux maximum | 591 € | 1 849 € |
| Incidence des coûts annuels ** | 5,9% | 2,9% |

* La période de détention recommandée est de 5 ans

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement par an soit de 7,6 % avant déduction des coûts et de 4,7% après cette déduction

COMPOSITION DES COÛTS

Le tableau ci-dessous indique :

- l'incidence annuelle des différents types de coûts sur le rendement que vous pourriez obtenir de votre investissement à la fin de la période d'investissement recommandée,
- la signification des différentes catégories de coûts.

| Coûts ponctuels à l'entrée ou à la sortie | | Si vous sortez après 1 an |
|---|---|---------------------------|
| Coûts d'entrée | 2% du montant que vous payez au moment de l'entrée dans l'investissement. | Jusqu'à 200 EUR |
| Coûts de sortie | 2% de votre investissement avant qu'il ne vous soit payé. | Jusqu'à 200 EUR |
| Coûts récurrents prélevés chaque année | | |
| Frais de gestion et autres frais administratifs ou d'exploitation | 1,89% de la valeur de votre investissement par an. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière. | Jusqu'à 189 EUR |
| Coûts de transaction | 0,05% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons. | Jusqu'à 5 EUR |
| Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions | | |
| Commission liée aux résultats | Aucune commission liée aux résultats n'existe pour ce produit. | 0 EUR |

COMBIEN DE TEMPS DOIS-JE LE CONSERVER ET PUIS-JE RETIRER DE L'ARGENT DE FAÇON ANTICIPÉE ?

Période de détention recommandée : 5 ans

La période de détention recommandée a été choisie en considérant les caractéristiques du Fonds et notamment le profil de risques et les fluctuations de marché. Vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 5 ans.

Vous pouvez formuler une demande de rachat à tout moment, y compris avant la fin de la période de détention recommandée.

La valeur liquidative est établie quotidiennement, à l'exception des jours fériés légaux ou des jours de fermeture de la Bourse de Paris conformément au calendrier officiel d'Euronext. Dans ce cas, la valeur liquidative est établie le jour ouvré suivant.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés le jour ouvré précédant le jour d'établissement de la VL par le dépositaire avant 12h20 (heure de Paris). Les ordres sont pris en compte à cours inconnu : les ordres sont exécutés sur la base de la prochaine valeur liquidative calculée sur les cours de clôture du même jour (bourse du jour J) et publiée en J+1 ouvré.

COMMENT PUIS-JE FORMULER UNE RÉCLAMATION ?

Pour toute réclamation, l'interlocuteur habituel du souscripteur est à sa disposition.

Si une réponse satisfaisante n'a pas pu lui être apportée, il peut formuler une réclamation selon les modalités suivantes :

- par courrier : SAINT OLIVE et Cie, 84 rue Duguesclin 69006 Lyon.
- par email à l'adresse suivant : lyon@bsosoc.com.

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une explication détaillée.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

Des informations plus détaillées sur ce Fonds, telles que le prospectus, le règlement ainsi que le dernier rapport annuel et semestriel, peuvent être obtenues gratuitement, auprès de la Société de Gestion ou en ligne : www.banquesaintolive.com

RAPPORT D'ACTIVITE**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET DE MARCHE**

L'année 2025 a démarré sur une tendance nettement plus positive pour les marchés européens, notamment la France, que 2024.

Tout d'abord, la perspective de négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine et des publications de sociétés en majorité supérieures aux attentes ont permis une nette surperformance européenne avec des hausses de plus de 10% alors que les indices américains passaient rapidement dans le rouge. .

Globalement, en termes sectoriels, la consommation, notamment le luxe et l'alimentation, la santé et le secteur bancaire reprenaient des couleurs, tout comme les valeurs de défense et certaines industrielles cycliques, tandis que l'automobile et sauf exception les valeurs de technologie étaient pénalisées.

Mais le plan de relance annoncé par l'Allemagne fin février a entraîné une hausse des taux longs (40 points de base sur le 10 ans) qui a amené une première correction des marchés actions début mars. Parallèlement, le marché américain a accentué sa baisse suite à des indicateurs avancés et des indices de confiance dénotant un net ralentissement de la croissance. En outre, la situation géopolitique a recommencé à s'enliser avec de nouvelles exigences de Donald Trump vis-à-vis de l'Ukraine, la reprise des « exercices militaires » chinois autour de Taïwan et des menaces de la part de Poutine, sans oublier le conflit israélo-palestinien qui n'est pas résolu.

La volatilité s'est encore accélérée avec l'annonce d'une nouvelle salve de hausse des tarifs douaniers pour le 2 avril, dont l'estimation donnée autour de 20%, finalement largement au-dessus, voire spectaculaire pour de nombreux pays, ne peut qu'avoir un impact négatif sur la croissance mondiale, ainsi que sur l'inflation, des hausses de prix compensatoires devant être également envisagées par les entreprises.

Le seul point positif résultant de tout ceci est la reprise de la baisse des taux longs et l'anticipation de politiques monétaires plus accommodantes y compris aux Etats-Unis malgré les risques inflationnistes.

Les indices actions ont donc corrigé de l'ordre de 4% en mars, revenant à une hausse de l'ordre de 5% en Europe sur le trimestre et atteignant une baisse de près de 5% pour le S&P 500 et de 10% sur le Nasdaq, à laquelle s'ajoute une baisse du dollar de 4% environ.

Les marchés ont été extrêmement chahutés en avril du fait des voltes-faces de Donald Trump sur les droits de douane essentiellement.

Après l'annonce de hausses inimaginables le 2 avril, le Président américain les a finalement suspendus pour 3 mois le 9 avril, avant d'engager diverses discussions bilatérales sur tous les sujets. Les marchés se sont donc effondrés de 10 à 15% avant de reprendre plus des deux tiers de cette baisse sur la fin du mois. Le marché américain (S&P 500) n'en reste pas moins en baisse de plus de 5% depuis le début de l'année et de 15% en euro, le MSCI monde de 10% en euro et les indices européens ont ramené leur hausse entre 2 et 5 %.

Les taux longs ont fini par se détendre à nouveau et les spreads de crédit ont réalisé un pic temporaire de l'ordre de 150 points de base avant de retrouver des niveaux proches de 300 sur le Cross-over 3-5, dans la ligne du comportement du marché actions. Les publications de résultats continuent à ne pas être spécialement décevantes mais l'incertitude entraîne le consensus des prévisions à la baisse.

Au cours du mois de mai, les marchés sont restés soumis aux voltes-faces du Président américain : moratoire de 90 jours accordé à la Chine, nouvelles menaces de taxes douanières à 50% contre l'Union Européenne, pour le moment décalées au 9 juillet, entre autres..

Néanmoins, ce sont principalement les marchés obligataires qui en ont subi les conséquences, avec une remontée des taux 10 ans américains de plus de 20 points de base et une pentification des courbes de rendement.

Par ailleurs, l'inflation reste maîtrisée et la saison des résultats a été moins mauvaise que prévu, notamment aux Etats-Unis. Les indices actions sont donc remontés significativement (Etats-Unis 6 à 9 % en dollar, Europe de l'ordre de 4%). La défense, les banques et la construction ont mené le jeu, tandis que l'automobile, les pétrolières et la santé sont en queue de peloton.

La volatilité a continué à dominer sur les marchés au mois de juin mais les indices actions ont terminé le semestre sur une tendance positive. Le STOXX 600 s'inscrit à +6,6% à fin juin et le CAC 40 de 3,9% sur 6 mois, encore pénalisé par le poids des valeurs de croissance. Le S&P 500 est en hausse de 5,5%, pour l'essentiel regagné en juin, mais avec un dollar qui poursuit sa chute à 13% par rapport à l'Euro depuis le début de l'année, dont 3% sur le mois de juin.

La BCE a de nouveau baissé ses taux directeurs tandis que la Réserve Fédérale maintenait le statu quo malgré la pression de Donald Trump. Les signes de ralentissement économique et une inflation qui reste sage malgré les conflits au Moyen-Orient ont permis aux taux obligataires et aux spreads de crédit de rester relativement bien orientés.

RAPPORT ANNUEL 2025

Les marchés financiers ont plutôt fait du surplace en juillet, tiraillés entre des tendances contradictoires.

Du côté macroéconomique, la croissance a été relativement soutenue aux Etats-Unis avec un PIB en hausse de 3% au 2ème trimestre après -0.5% au 1er, soit +2% sur un an, et toujours atone en zone euro (+0.1% au 2ème trimestre et +1.4% sur un an).

Les chiffres d'inflation sont restés de part et d'autre de l'Atlantique inférieurs à 3%, et même de 1% en France, ce qui a limité la hausse des taux longs souverains à 10 ans entre 15 et 20 points de base sur le mois. Mais les droits de douane vont sans doute infléchir la tendance au second semestre.

Ceci explique le maintien du statu quo pour les banques centrales lors de leur réunion mensuelle.

Les publications de sociétés pour le 2ème trimestre ont été en majeure part supérieures aux attentes, notamment sur les financières et autres valeurs domestiques, la défense, la technologie et tout ce qui est lié à l'intelligence artificielle. Néanmoins, les révisions à la baisse des analystes se poursuivent en Europe pour 2025.

Les négociations sur les droits de douane ont finalement abouti à un taux de 15% pour l'Europe et le Japon, un peu moins élevé que prévu et que pour de nombreux autres pays, mais pèseront à partir du 1er août, tandis que la baisse du dollar est également un facteur négatif pour tous les groupes exportateurs.

Le mois d'août est resté favorable aux indices boursiers, avec une tendance légèrement positive, notamment aux Etats-Unis. La technologie a pourtant continué à être controversée, notamment du fait des pressions concurrentielles sur Nvidia et la dollar à s'affaiblir du fait des anticipations de baisse des taux de la Réserve Fédérale.

A Jackson Hole, le discours de J. Powell a en effet accredité la thèse d'au moins deux baisses d'un quart de point d'ici à la fin de l'année, ce qui est dorénavant anticipé par les courbes de taux.

En Europe, une fois l'accord commercial digéré, les marchés ont continué à progresser légèrement du fait de résultats toujours révisés à la hausse mais l'actualité politique est venue y mettre un frein.

D'une part, au niveau international, même si les négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine ont avancé, un accord est loin d'avoir été trouvé sur les frontières territoriales.

D'autre part, l'annonce surprise de François Bayrou est interprétée comme une chute annoncée de son gouvernement le 8 septembre, nous ramenant à la période d'incertitude post dissolution. Néanmoins, le spread OAT-Bund a une nouvelle fois tenu le haut de fourchette de 80 points de base.

Septembre a été positif pour la plupart des indices boursiers en dépit des nombreuses incertitudes. Le principal facteur favorable est probablement la baisse d'un quart de point des taux directeurs de la Réserve Fédérale qui a compensé le statu quo en Europe, dans un contexte où la croissance américaine reste solide malgré la faiblesse de l'emploi et la poursuite des gesticulations du Président américain. La baisse des taux longs s'est donc poursuivie de façon générale, à la faveur également d'une inflation toujours sous contrôle grâce au prix du pétrole et de nombreuses matières premières en baisse, l'or faisant toujours partie des exceptions.

La France reste un cas particulier avec une situation politique toujours sans issue et une pression sur les taux d'intérêt qui pourrait rejaillir, ce qui a entraîné un retournement du leadership sectoriel, les financières cessant de surperformer et les valeurs de croissance de sous-performer. La question d'un ralentissement économique plus marqué reste néanmoins posée avec un attentisme des entreprises visible à la fois dans les chiffres publiés et dans les commentaires des dirigeants à l'occasion des publications. Les prévisions de résultats pour la fin de l'année sont donc de façon générale toujours révisées à la baisse en Europe et en France particulièrement.

Le mois d'octobre est resté relativement favorable pour les marchés tant du côté des actions que des obligations.

Les taux d'intérêt longs se sont détendus avec des chiffres d'inflation toujours sous contrôle et l'attente de la baisse des taux d'intérêt de la Réserve Fédérale d'1/4 de point, puis ont subi des prises de bénéfices sur les derniers jours du mois après l'annonce d'un statu quo pour décembre ainsi que pour la BCE.

Les publications des sociétés ont démarré de façon positive avec peu de déceptions, et un consensus révisé à la hausse pour 2026. La technologie a notamment continué à bénéficier de nombreuses annonces d'investissements ou de partenariats dans l'intelligence artificielle, tandis que la santé et le luxe poursuivaient leur rebond. Néanmoins la tendance s'est également infléchie en fin de mois avec un arrêt de l'amélioration de la situation politique internationale, la prolongation du « shutdown » américain et les discussions sur le budget en France en particulier.

Après avoir été bien chahutés début novembre, les marchés financiers se sont repris en fin de mois et terminent relativement inchangés.

Les incertitudes ont porté sur :

RAPPORT ANNUEL 2025

- la baisse supplémentaire des taux de la Réserve Fédérale en décembre, du fait d'une activité toujours soutenue malgré certaines statistiques négatives dans un contexte de « shut down » le plus long ;

- les craintes concernant la formation d'une bulle spéculative autour de l'Intelligence Artificielle qui a entraîné une baisse significative des valeurs liées à ce secteur.

Paradoxalement, ce sont les taux d'intérêt obligataires européens qui sont remontés sur le mois alors qu'ils se détendaient aux Etats-Unis, sans doute rassurés sur le premier point. Sur les marchés actions, ce sont les valeurs de croissance chères qui ont sous-performé en corrélation avec la technologie, tandis que les financières et les industrielles résistaient mieux.

Les marchés ont accentué leur tendance au mois de décembre, avec des marchés actions et crédit poursuivant leur hausse, tandis que les taux d'intérêt longs se tendaient en début de mois pour revenir inchangés au 31 décembre.

Les indices actions européens sont en hausse entre 10 et 20% sur l'année (Eurostoxx 50 + 18.2%, CAC 40 + 10.4%, S&P 500 + 16% en dollar, Nikkei + 26% en yen...) et des marchés de crédit en hausse de 3% (IG) à 5% (HY) sur le 3-5 ans grâce à la poursuite du désendettement des entreprises. Les marchés actions anticipent en effet une croissance des bénéficiaires supérieure à 10% en 2026. L'or a continué à caracoler tandis que le pétrole restait sous pression (Brent -18% sur l'année)..

Les taux longs des emprunts d'Etat se sont significativement tendus sur l'année, dépassant en Europe les niveaux de la crise de l'euro de 2011 pour le 30 ans et en décembre sur le 10 ans. Le désendettement des Etats n'est en effet pas à l'ordre du jour, notamment aux Etats-Unis et en France.

Les valeurs de croissance ont souffert du fait de leur valorisation élevée et donc sous-performé toute l'année à l'exception de quelques phases de rebond, tandis que les valeurs cycliques industrielles ou de consommation connaissaient une rotation importante quoi que variable au gré des différents secteurs (surperformance de la défense en début d'année, de la santé en fin d'année).

Les valeurs financières, de rendement et les utilities ont clairement le mieux tiré leur épingle du jeu. La technologie est restée leader notamment aux Etats-Unis malgré une correction significative et la construction électrique a également connu une évolution favorable pour les data centers, du fait de perspectives toujours révisées à la hausse de l'intelligence artificielle.

Paradoxalement, les mauvaises nouvelles économiques se sont finalement transformées en bonnes nouvelles financières : les marchés obligataires ont bénéficié des baisses de taux monétaires (3 de la Réserve Fédérale, 4 de la BCE), les dirigeants allemands ont mis en place des mesures de relance budgétaire, et les entreprises ont adapté leurs structures de coûts et leurs implantations géographiques. Ceci a permis un rééquilibrage en fin d'année avec une consommation résiliente aux Etats-Unis malgré un taux de chômage atteignant 4.5%, une hausse des tarifs douaniers américains limitée à environ 15% en moyenne, une inflation autour de 2% en zone euro, un dollar stabilisé après une baisse de près de 14% par rapport à l'euro et des avancées en matière de paix tant au Proche Orient qu'entre la Russie et l'Ukraine.

POLITIQUE DE GESTION

Les marchés d'actions ont été animés en 2025 par trois grandes forces :

- la négociation et la mise en place de droits de douane par les Etats Unis, qui ont pénalisé les bourses mondiales au cours des quatre premiers mois de l'année, pénalisé le dollar contre l'euro et alimenté la hausse de l'or ;
- la thématique de l'intelligence artificielle, qui a conduit, après une contreperformance au premier trimestre de l'année, à une surperformance des affaires de technologie américaine, reléguant au second plan le sujet du niveau de valorisation de ces sociétés, l'importance des investissements à réaliser et leur pertinence ;
- la prise en compte par les investisseurs de la révision à la hausse des budgets européens d'armement pour les années à venir a entraîné une forte hausse des cours des valeurs d'armement.

Le secteur de la santé a évolué favorablement grâce à la reprise des opérations de fusion/acquisition. Le secteur des financières, dont nous sommes restés à l'écart, a connu aussi un rebond très significatif.

Au plan macroéconomique, la croissance a résisté, l'inflation a été contenue, les taux courts ont été orientés à la baisse et le cours des matières premières a reculé.

En 2025, la hausse des indices boursiers est le résultat de performances très divergentes selon les secteurs, en Europe comme aux Etats Unis.

La situation géopolitique mondiale n'a pas eu de réelle incidence sur l'évolution des marchés financiers, pas plus que la détérioration de la situation politique intérieure.

Dans ce contexte, la valeur de la part a progressé de 1,18%.

RAPPORT ANNUEL 2025

Les meilleures performances sont à attribuer à Spie, Dassault Aviation et à Burelle.

Les reculs les plus importants proviennent des lignes Interparfums, Edenred, Peugeot Invest, Dassault Systèmes et Seb.

L'actif net au 31 décembre 2025 est de 64,7 M€ contre 67,4 M€ au 31 décembre 2024. Le portefeuille compte 23 lignes.

L'exposition aux actions du portefeuille est proche de 93%. Au cours de l'année, aucune nouvelle ligne n'a été constituée.

Les positions en Hermès, Biomérieux, Spie et Ferrari ont été allégées. La position en Métropole Télévision a été divisée par deux.

La ligne en Edenred a été renforcée.

2026 n'offrant pas une grande visibilité, nous restons investis majoritairement sur nos choix historiques de sociétés de grande qualité et résistantes au cycle économique.

Si l'ensemble des stratégestes sur les marchés sont plutôt optimistes sur la poursuite de la hausse des bourses en ce début d'année, un retournement rapide de tendance dans le courant de l'année pourrait créer une secousse violente qui aura du mal à être anticipée.

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DU PORTEFEUILLE

Les 5 principaux mouvements à l'achat sont les suivants :

| Instrument financier | Quantité | Montant |
|----------------------|----------|----------------|
| CPR MONETAIRE ISR I | 136 | 2 984 573,04 € |
| EDENRED | 40 000 | 1 048 000,00 € |
| FERRARI NV | 2 500 | 998 971,73 € |
| SEB SA | 10 000 | 950 624,00 € |
| EDENRED | 15 000 | 483 914,10 € |

Les 5 principaux mouvements à la vente sont les suivants :

| Instrument financier | Quantité | Montant |
|----------------------|----------|----------------|
| FERRARI NV | 5 500 | 2 634 827,63 € |
| SEB SA PF25 | 10 000 | 950 624,00 € |
| CPR MONETAIRE ISR I | 36 | 796 226,04 € |
| HERMES INTERNATIONAL | 250 | 717 113,67 € |
| M6-METROPOLE TEL | 50 000 | 661 356,15 € |

La société de gestion a réalisé au total sur l'exercice écoulé :

- Acquisitions : 6 466 082,87 € ;
- Cessions : 9 386 051,70 €

RISQUE GLOBAL

Conformément au prospectus du Fonds, la méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode du calcul de l'engagement.

GESTION DES LIQUIDITES

Au cours de la période, la société de gestion s'est assurée de la cohérence de la stratégie d'investissement du Fonds avec sa liquidité en organisant régulièrement des stress-tests sur l'actif et le passif du Fonds.

Les résultats de stress-tests sont liés aux conditions de marché passées et ne constituent pas une garantie face aux conditions de marché futures. A ce jour, aucun actif du fonds ne fait l'objet d'un traitement spécial du fait de sa nature non liquide.

RAPPORT ANNUEL 2025

Pour évaluer le risque de liquidité de l'actif, la société de gestion utilise en conditions normales et stressées les scénarios suivants :

- Poids de l'actif net liquidable en 1 jour ou moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en 7 jours au moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en 30 jours au moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en plus de 30 jours.

Au 31 décembre 2025, il a été obtenu les résultats suivants :

| Type de ratio | Identification du ratio | Limite | Scenario | Résultat | Statut |
|---------------------|---------------------------------------|--------|----------------------------|----------|--------|
| Liquidité à l'actif | Poids de l'AN liquidable en ≤ 1 | 30% | Conditions normales | 40,26% | Ok |
| Liquidité à l'actif | Poids de l'AN liquidable en ≤ 7 | 60% | Conditions normales | 69,97% | Ok |
| Liquidité à l'actif | Poids de l'AN liquidable en ≤ 30 | 75% | Conditions normales | 88,22% | Ok |
| Liquidité à l'actif | Poids de l'AN liquidable en > 30 | 25% | Conditions normales | 10,26% | Ok |
| Liquidité à l'actif | Poids de l'AN liquidable en ≤ 1 | 15% | Conditions exceptionnelles | 33,32% | Ok |
| Liquidité à l'actif | Poids de l'AN liquidable en ≤ 7 | 30% | Conditions exceptionnelles | 69,97% | Ok |
| Liquidité à l'actif | Poids de l'AN liquidable en ≤ 30 | 40% | Conditions exceptionnelles | 77,97% | Ok |
| Liquidité à l'actif | Poids de l'AN liquidable en > 30 | 60% | Conditions exceptionnelles | 20,52% | Ok |

Pour évaluer le risque de liquidité du passif, la société de gestion utilise les scénarios de rachats globaux suivants :

- Nombre de jours pour honorer 10% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 25% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 50% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 75% de rachats.

Au 31 décembre 2025, il a été obtenu les résultats suivants :

| Type de ratio | Identification du ratio | Limite | Scenario | Résultat | Statut |
|-------------------------------|---|--------|----------------------------|----------|--------|
| Hypothèses de Rachats globaux | Nombre de jours pour honorer 10% de rachats | 2 j | Conditions normales | 0,12 j | Ok |
| Hypothèses de Rachats globaux | Nombre de jours pour honorer 25% de rachats | 3 j | Conditions normales | 0,49 j | Ok |
| Hypothèses de Rachats globaux | Nombre de jours pour honorer 50% de rachats | 5 j | Conditions normales | 1,8 j | Ok |
| Hypothèses de Rachats globaux | Nombre de jours pour honorer 75% de rachats | 10 j | Conditions normales | 8,39 j | Ok |
| Hypothèses de Rachats globaux | Nombre de jours pour honorer 10% de rachats | 3 j | Conditions exceptionnelles | 0,24 j | Ok |
| Hypothèses de Rachats globaux | Nombre de jours pour honorer 25% de rachats | 5 j | Conditions exceptionnelles | 0,98 j | Ok |
| Hypothèses de Rachats globaux | Nombre de jours pour honorer 50% de rachats | 7 j | Conditions exceptionnelles | 3,6 j | Ok |
| Hypothèses de Rachats globaux | Nombre de jours pour honorer 75% de rachats | 10 j | Conditions exceptionnelles | 16,77 j | Ok |

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Conformément à la réglementation en vigueur, SAINT OLIVE et Cie établit et maintient opérationnelle la présente Politique de vote afin de présenter les conditions dans lesquelles elle entend exercer son rôle d'actionnaire auprès des entreprises dans lesquelles les Fonds investissent.

RAPPORT ANNUEL 2025

SAINT OLIVE et Cie considère que l'exercice des droits de vote auprès des entreprises en portefeuille permet une influence positive sur ceux-ci. Dans le cadre de l'exercice des droits de vote, la société de gestion prend nécessaire en compte l'évolution comportementale des entreprises.

SAINT OLIVE et Cie exerce les droits de vote attachés aux actions détenues par les Fonds qu'elle gère de la manière suivante :

Pour les Fonds gérés, l'exercice des droits de vote est assuré pour les 10 entreprises dont l'encours cumulé est le plus important au 31/12/n-1. La société de gestion se réserve la possibilité d'exercer les droits de vote attachés à d'autres titres détenus par les Fonds gérés dans l'intérêt des porteurs ou actionnaires.

SAINT OLIVE et Cie publie annuellement un rapport sur l'exercice des droits de vote pour les Fonds gérés. La société de gestion publie également un rapport spécifique pour chaque Fonds labellisés ISR.

Le rapport sur l'exercice des droits de vote est publié sur le site internet du groupe BANQUE SAINT OLIVE (www.banquesaintolive.com). SAINT OLIVE et Cie transmet également le rapport sur l'exercice des droits de vote sur simple demande.

Pour l'année 2025, il n'y a pas eu à relever de situation de conflits d'intérêts lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC que gère la société de gestion.

INFORMATIONS RELATIVES A LA SOCIETE DE GESTION

SYSTEMES OPERANTS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de changement majeur des systèmes opérants.

CONTROLE DES OPERATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu d'incident opérationnel significatif donnant lieu à une indemnisation du Fonds et/ou de ses porteurs.

SUIVI DES RECLAMATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, la société de gestion n'a reçu aucune réclamation concernant le Fonds.

RAPPORT DE CONFORMITE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion établit et maintient opérationnels des mécanismes de contrôle interne appropriés, conçus pour garantir le respect des décisions et procédures à tous les niveaux de la société de gestion de portefeuille.

Le dispositif de conformité et de contrôle interne doit comprendre un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques de la société de gestion afin d'assurer la maîtrise des risques liés à ses activités.

La société de gestion a désigné un Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI), lequel doit disposer de l'indépendance, de l'autorité, des ressources et de l'expertise nécessaires pour remplir ses missions de façon efficace. Il doit également disposer d'un accès à toutes les informations nécessaires à l'exercice de ses missions.

Pour garantir l'indépendance et l'autorité de la fonction de conformité, le RCCI est rattaché hiérarchiquement aux dirigeants effectifs de la société de gestion, qui participent à la définition et la mise en œuvre du dispositif de conformité et de contrôle interne.

Pour déterminer le programme de contrôle et la fréquence des missions de contrôle, la fonction de conformité doit adopter une approche fondée sur le risque. Chaque année, le RCCI établit un Plan de Conformité et de Contrôle Interne qui précise la nature et l'étendue des travaux récurrents en matière de contrôle de 2ème niveau interne ainsi que leurs périodicités. A titre d'exemple, les contrôles suivants sont assurés : contrôle de la documentation réglementaire des Fonds, contrôle des modalités de transmissions d'ordres, contrôle des enregistrements téléphoniques, contrôles des règles d'investissement, contrôle de la valorisation, contrôle du risque de liquidité à l'actif et au passif, contrôle des prestataires extérieurs (dépositaire, valorisateur, gestionnaire financier le cas échéant), contrôle des franchissements de seuil, contrôle des conflits d'intérêts, contrôle relatif à la LCB-FT, contrôle du respect du règlement déontologique par les salariés de la société de gestion, contrôle de la rémunération des salariés et de la gouvernance de la société de gestion.

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été identifié aucune anomalie significative lors des contrôles.

RAPPORT SUR LES RISQUES

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre en œuvre des systèmes appropriés de gestion des risques afin de détecter, mesurer, gérer et suivre de manière adaptée tous les risques relevant de chaque stratégie d'investissement des Fonds gérés et auxquels chaque Fonds est exposé ou susceptible d'être exposé.

La société de gestion établit une Politique de prévention et de gestion des risques afin de présenter, d'une part, le dispositif en vigueur et, d'autre part, les principaux risques auxquels la société de gestion est ou peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

La fonction permanente de gestion des risques dispose des moyens humains et techniques nécessaires pour exercer d'une manière efficace les activités de gestion des risques. En particulier, elle dispose d'une compétence et d'une expertise professionnelle et de systèmes et techniques adaptés à la complexité de la stratégie mise en place et aux instruments utilisés dans les Fonds gérés.

En application de la Politique d'investissement, les Fonds gérés sont susceptibles d'être exposés aux risques suivants : risque lié à la gestion discrétionnaire, risque de marché, risque de liquidité, risque lié aux actions, risque de taux, risque de crédit, risque de change, risque en matière de durabilité, etc.

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été identifié aucune anomalie significative lors des contrôles sur les risques.

RAPPORT DES FRAIS D'INTERMEDIATION

Conformément à l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF, lorsque les modalités prévues par ce même article sont remplies, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation pour l'exercice précédent est disponible sur simple demande adressée à la société de gestion.

UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS GERES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU UNE SOCIETE LIEE

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée est présenté en annexes des comptes annuels.

AUDIT EXTERNES

Au cours de l'exercice écoulé, les Commissaires aux comptes du Fonds n'ont pas émis de « Management Letter » faisant état de commentaires et/ou de recommandations sur les sujets couverts par leur mission.

Au cours de l'exercice écoulé, les Commissaires aux comptes de la société de gestion n'ont pas émis de « Management Letter » faisant état de commentaires et/ou de recommandations sur les systèmes de contrôle interne et sur les autres sujets couverts par leur mission.

AUTRES INFORMATIONS

PROCEDURE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES

Conformément à sa Politique de meilleure sélection et de meilleure exécution, la société de gestion veille à obtenir le meilleur résultat possible grâce aux intermédiaires financiers sélectionnés.

Afin d'obtenir la meilleure exécution de ses ordres, SAINT OLIVE et Cie a mis en place la présente procédure de sélection des intermédiaires financiers qui lui permet de retenir des prestataires de qualité sur la base de différents critères objectifs :

- Prix et coût du service ;
- Organisation humaine (effectif et communication) ;
- Organisation matérielle (enregistrement et traitement) ;
- Réputation sur la classe d'actif.

La liste des intermédiaires agréés est établie à l'échelle du groupe BANQUE SAINT OLIVE.

Toute latitude est laissée aux gestionnaires de portefeuille pour choisir les intermédiaires avec lesquels ils souhaitent opérer parmi ceux inscrits sur la liste interne des intermédiaires admis.

Les intermédiaires financiers autorisés font l'objet d'une évaluation annuelle afin de s'assurer qu'ils disposent des agréments ainsi que des moyens humains et techniques nécessaires à l'accomplissement de leur mission. A l'occasion de cette évaluation, il est également évalué la qualité des services d'exécution qu'ils fournissent.

L'intermédiaire financier, dont l'évaluation fait apparaître une note inférieure à la moyenne, est mis en période d'observation dont la durée est fixée à cette occasion. Si, à l'issue d'une seconde évaluation, sa note est toujours inférieure à la moyenne, la société de gestion peut décider de radier l'intermédiaire financier en considérant que la qualité de service est insuffisante.

Parmi les différents modèles de financement de la recherche introduits par la directive MIF 2, la société de gestion a retenu la solution consistant à prendre à sa charge, le cas échéant, le coût des travaux relatifs à la recherche. Le coût des travaux relatifs à la recherche ne sera donc pas facturé aux Fonds gérés.

POLITIQUE DE GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion prend toutes les mesures raisonnables pour détecter les situations de conflits d'intérêts.

Pour mémoire, un conflit d'intérêts peut être défini comme une situation qui naît quand l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions d'une personne est susceptible d'être influencé par un autre intérêt public ou privé distinct de celui qu'il doit défendre dans ces fonctions. Un intérêt est la source d'un avantage de quelque nature que ce soit, matériel ou immatériel, professionnel, commercial, financier ou personnel.

Un conflit d'intérêts peut se présenter notamment lors de la gestion d'un Fonds pour lequel les intérêts de la société de gestion, ceux de ses collaborateurs, des partenaires commerciaux, ou des personnes physiques ou morales qui leur sont liées directement ou indirectement, sont en concurrence avec les intérêts de ses clients ; ou plusieurs clients ont des intérêts concurrents.

Pouvoir assurer en toute circonstance la primauté des intérêts des clients, la société de gestion a établi une Politique de gestion des conflits d'intérêts qui permet d'assurer, d'une part, l'identification des situations qui donnent ou sont susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts, et d'autre part, la mise en œuvre de mesures permettant de prévenir, encadrer et de gérer, le cas échéant, les conflits d'intérêts.

Les procédures mises en place au sein de la société de gestion permettent notamment d'assurer un contrôle des situations suivantes :

- Sélection des prestataires essentiels ou importants ;
- Sélection des partenaires commerciaux ;
- Séparation des sociétés du groupe BANQUE SAINT OLIVE ;
- Séparation des métiers susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts ;
- Circulation des informations confidentielles ou privilégiées ;
- Etc.

POLITIQUE D'ÉVALUATION « ESG »

La Politique d'investissement de la société de gestion est fondée sur une analyse fondamentale approfondie des entreprises avec pour objectif d'obtenir une performance sur le long terme en considérant notamment l'évolution comportementale des entreprises face aux différents défis financiers et extra-financiers qu'elles peuvent rencontrer.

La société de gestion considère que la qualité de gouvernance des entreprises est devenue un critère central dans ses décisions d'investissement.

Dans ce sens, la société de gestion a signé les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies (UNPRI) afin de structurer sa démarche d'investisseur responsable sur le long terme. Les PRI constituent un cadre international volontaire qui engage les investisseurs à intégrer les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs décisions d'investissement et leurs pratiques de gestion.

RISQUE DE DURABILITE ET TAXONOMIE EUROPÉENNE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre à disposition des porteurs ou actionnaires des Fonds gérés une information sur les modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement du risque de durabilité.

Pour mémoire, le risque en matière de durabilité est lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Le Fonds ne prend pas en compte, directement et simultanément, dans sa politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (dits critères « ESG »). Si la société de gestion a vocation à intégrer progressivement des critères extra-financiers dans sa politique d'investissement, elle n'a pas pour objectif de réduire le risque de durabilité.

Pour la gestion du Fonds, la société de gestion ne prend pas simultanément et automatiquement en compte les trois critères « ESG ». Les investissements sous-jacents à ce Fonds ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental tels que définis par le Règlement (UE) 2020/852.

POLITIQUE DE REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA SOCIETE DE GESTION

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion met en œuvre une Politique de rémunération destinée à promouvoir une gestion saine, prudente et efficace afin d'éviter que la situation financière de la société de gestion soit affectée de façon préjudiciable par la rémunération versée au personnel. La Politique de rémunération s'applique notamment aux mandataires sociaux, dirigeants effectifs, aux gérants de Fonds et à tous les salariés considérés comme preneurs de risque.

La Politique de rémunération est également déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts en prévenant les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients.

Dans l'application de sa Politique de rémunération, la société de gestion considère la stratégie d'investissement, les profils de risque mais aussi les contraintes réglementaires ou contractuelles des Fonds gérés.

La part variable est liée aux résultats de chacune des sociétés du groupe concernées, ainsi :

- Aucune rémunération fixe ou variable n'est liée à la réalisation d'objectifs de vente, de courtage, de performance, etc.
- Aucune rémunération fixe ou variable n'est prise en charge par les Fonds gérés.

Les rémunérations variables versées au sein de la société de gestion sont déterminées de façon discrétionnaire. Au-delà d'un certain seuil, les rémunérations variables sont soumises à des restrictions : paiement différé sur plusieurs années.

Compte tenu de la taille de l'effectif de la société de gestion, la décomposition par catégorie de personnel n'est pas communiquée pour maintenir la confidentialité des rémunérations individuelles.

Au titre de l'année 2025, les montants des rémunérations attribuées par la société de gestion à son personnel (27 au 31 décembre 2025) se sont élevés à 3 362 544 euros pour la partie rémunération fixe et 3 730 350 euros pour la partie rémunération variable.

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

RESPONSABILITÉ DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est établi sous la responsabilité de SAINT OLIVE et Cie.

La société de gestion atteste qu'à sa connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Fonds.

La société de gestion atteste également que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du Fonds.

SAINT OLIVE et Cie

Baudouin SAINT OLIVE
Gérant

BSO 3000

Organisme de placement collectif constitué
sous forme de Fonds Commun de Placement

Siège social : 84 Rue Duguesclin
69006 LYON

Société de gestion :
SAINT OLIVE et CIE
84 Rue Duguesclin
69006 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|---|
| 1. OPINION | 3 |
| 2. FONDEMENT DE L'OPINION..... | 3 |
| 2.1 Référentiel d'audit..... | 3 |
| 2.2 Indépendance..... | 3 |
| 3. OBSERVATION | 4 |
| 4. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS..... | 4 |
| 5. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES | 4 |
| 6. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS 4 | |
| 7. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS..... | 5 |

Mesdames, Messieurs,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif BSO 3000, constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP), relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport et comprenant 26 pages en plus de notre rapport, soit un total de 30 pages.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'organisme de placement collectif à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels relative au changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement comptable ANC n°2020-07.

4. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel établi par la société de gestion.

6. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité de l'organisme de placement collectif à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'organisme de placement collectif ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

7. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre organisme de placement collectif.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'organisme de placement collectif à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut

à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon
Le 29 avril 2026,



FIDELIANCE RHONE ALPES SAS
Représentée par Jean-François MALLEN
Commissaire aux Comptes

BSO 3000

| |
|---|
| <p>COMPTES ANNUELS 31/12/2025</p> |
|---|

| Bilan Actif au 31/12/2025 en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------------|----------------------|
| Immobilisations corporelles nettes | 0,00 | 0,00 |
| Titres financiers | | |
| Actions et valeurs assimilées (A) | 60 189 817,41 | 64 176 657,37 |
| Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé | 60 189 817,41 | 64 176 657,37 |
| Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Obligations convertibles en actions (B) | 0,00 | 0,00 |
| Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées (C) | 0,00 | 0,00 |
| Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances (D) | 0,00 | 0,00 |
| Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E) | 4 558 828,80 | 2 991 568,99 |
| OPCVM | 4 558 828,80 | 2 991 568,99 |
| FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne | 0,00 | 0,00 |
| Autres OPC et fonds d'investissements | 0,00 | 0,00 |
| Dépôts (F) | 0,00 | 0,00 |
| Instruments financiers à terme (G) | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres (H) | 0,00 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres financiers reçus en pension | 0,00 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | 0,00 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres financiers prêtés | 0,00 | 0,00 |
| Titres financiers empruntés | 0,00 | 0,00 |
| Titres financiers donnés en pension | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations temporaires | 0,00 | 0,00 |
| Prêts (I) (*) | 0,00 | 0,00 |
| Autres actifs éligibles (J) | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J) | 64 748 646,21 | 67 168 226,36 |
| Créances et comptes d'ajustement actifs | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 120 757,56 | 363 211,83 |
| Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II | 120 757,56 | 363 211,83 |
| Total de l'actif I+II | 64 869 403,77 | 67 531 438,19 |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

| Bilan Passif au 31/12/2025 en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------------|----------------------|
| Capitaux propres : | | |
| Capital | 64 011 764,82 | 70 741 122,82 |
| Report à nouveau sur revenu net | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes | 0,00 | 0,00 |
| Résultat net de l'exercice | 750 151,03 | -3 320 780,82 |
| Capitaux propres I | 64 761 915,85 | 67 420 342,00 |
| Passifs de financement II (*) | 0,00 | 0,00 |
| Capitaux propres et passifs de financement (I+II) | 64 761 915,85 | 67 420 342,00 |
| Passifs éligibles : | | |
| Instruments financiers (A) | 0,00 | 0,00 |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres financiers | 0,00 | 0,00 |
| Instruments financiers à terme (B) | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts (C) (*) | 0,00 | 0,00 |
| Autres passifs éligibles (D) | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D) | 0,00 | 0,00 |
| Autres passifs : | | |
| Dettes et comptes d'ajustement passifs | 107 487,92 | 111 096,19 |
| Concours bancaires | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total autres passifs IV | 107 487,92 | 111 096,19 |
| Total Passifs : I+II+III+IV | 64 869 403,77 | 67 531 438,19 |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

| Compte de résultat au 31/12/2025 en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------------|----------------------|
| Revenus financiers nets | | |
| Produits sur opérations financières : | | |
| Produits sur actions | 1 687 542,56 | 1 606 708,49 |
| Produits sur obligations | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur titres de créances | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur parts d'OPC | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur instruments financiers à terme | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur prêts et créances | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur autres actifs et passifs éligibles | 0,00 | 0,00 |
| Autres produits financiers | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total produits sur opérations financières | 1 687 542,56 | 1 606 708,49 |
| Charges sur opérations financières : | | |
| Charges sur opérations financières | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur instruments financiers à terme | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur emprunts | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur autres actifs et passifs éligibles | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur passifs de financement | 0,00 | 0,00 |
| Autres charges financières | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total charges sur opérations financières | 0,00 | 0,00 |
| Total revenus financiers nets (A) | 1 687 542,56 | 1 606 708,49 |
| Autres produits : | | |
| Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC | 0,00 | 0,00 |
| Versements en garantie de capital ou de performance | 0,00 | 0,00 |
| Autres produits | 0,00 | 0,00 |
| Autres charges : | | |
| Frais de gestion de la société de gestion | -1 266 340,13 | -1 402 625,10 |
| Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement | 0,00 | 0,00 |
| Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 |
| Autres charges | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total autres produits et autres charges (B) | -1 266 340,13 | -1 402 625,10 |
| Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B) | 421 202,43 | 204 083,39 |
| Régularisation des revenus nets de l'exercice (D) | -18 941,42 | -13 678,55 |
| Sous-total revenus nets I = (C+D) | 402 261,01 | 190 404,84 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations : | | |
| Plus ou moins-values réalisées | 3 647 392,71 | 1 771 376,38 |
| Frais de transactions externes et frais de cession | -99 353,77 | -31 284,99 |
| Frais de recherche | 0,00 | 0,00 |
| Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs | 0,00 | 0,00 |
| Indemnités d'assurance perçues | 0,00 | 0,00 |
| Versements en garantie de capital ou de performance reçus | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E) | 3 548 038,94 | 1 740 091,39 |
| Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F) | -142 252,19 | -51 494,95 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F) | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |

| Compte de résultat au 31/12/2025 en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------------|----------------------|
| Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations : | | |
| Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles | -3 147 004,03 | -5 412 984,57 |
| Ecart de change sur les comptes financiers en devises | 0,00 | 0,00 |
| Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir | 0,00 | 0,00 |
| Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G) | -3 147 004,03 | -5 412 984,57 |
| Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H) | 89 107,30 | 213 202,47 |
| Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H) | -3 057 896,73 | -5 199 782,10 |
| Acomptes : | | |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J) | 0,00 | 0,00 |
| Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K) | 0,00 | 0,00 |
| Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K) | 0,00 | 0,00 |
| Impôt sur le résultat V (*) | 0,00 | 0,00 |
| Résultat net I + II + III + IV + V | 750 151,03 | -3 320 780,82 |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Annexe des comptes annuels

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a. Stratégie et profil de gestion

L'objectif de gestion est de chercher la surperformance de l'indicateur de référence sur la durée de placement recommandée de cinq ans, net de frais de gestion du FCP, par le biais d'une gestion discrétionnaire active en sélectionnant des actions françaises de moyenne capitalisation.

Le prospectus / règlement de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

A1b.Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

| | 31/12/2021 | 30/12/2022 | 29/12/2023 | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Actif net en EUR | 75 079 552,03 | 65 909 989,87 | 73 535 529,26 | 67 420 342,00 | 64 761 915,85 |
| Nombre de titres | 284 778,00000 | 292 186,00000 | 297 383,00000 | 286 082,00000 | 271 616,00000 |
| Valeur liquidative unitaire | 263,64 | 225,57 | 247,27 | 235,66 | 238,43 |
| Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes | 6,68 | 11,05 | 2,27 | 5,90 | 12,53 |
| Capitalisation unitaire sur revenu | -0,12 | 1,89 | 0,33 | 0,66 | 1,48 |

BSO 3000 : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « Plus ou moins values latentes ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatifs à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

| Frais facturés au FCP | Assiette | Taux barème maximum (TTC) |
|--|------------------------------------|--|
| Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion | Actif net | 2% |
| Commission de mouvement répartie entre les prestataires suivants : Société de Gestion Gestionnaire financier Dépositaire | Prélèvement sur chaque transaction | Marché Euronext Paris = 1,01% Marché étranger = 0,96% |
| Total des frais maximum | Total des frais maximum | 2,50% |

Les frais de transaction sont prélevés à chaque transaction conformément à la procédure décrite dans le prospectus.

Les frais liés à la recherche au sens de l'article 314-21 du Règlement général de l'AMF sont payés à partir des ressources propres de la société de gestion et ne sont pas facturés au FCP.

Pour toute information complémentaire, le porteur pourra se reporter au rapport annuel du FCP.

Affectation des sommes distribuables**Définition des sommes distribuables**

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le revenu :

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Conformément à la réglementation pour les parts ouvrant droit à distribution :

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

| Part(s) | Affectation des revenus nets | Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées |
|---------------|------------------------------|---|
| Part BSO 3000 | Capitalisation | Capitalisation |

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement
B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

| Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------------|----------------------|
| Capitaux propres début d'exercice | 67 420 342,00 | 73 535 529,26 |
| Flux de l'exercice : | | |
| Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC) | 2 140 500,68 | 3 219 581,49 |
| Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC) | -5 621 164,17 | -5 865 958,96 |
| Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation | 421 202,43 | 204 083,39 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation | 3 548 038,94 | 1 740 091,39 |
| Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation | -3 147 004,03 | -5 412 984,57 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets | 0,00 | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes | 0,00 | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets | 0,00 | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes | 0,00 | 0,00 |
| Autres éléments | 0,00 | 0,00 |
| Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net) | 64 761 915,85 | 67 420 342,00 |

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice
B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

| | En parts | En montant |
|---|---------------|---------------|
| Parts souscrites durant l'exercice | 8 743,00000 | 2 140 500,68 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -23 209,00000 | -5 621 164,17 |
| Solde net des souscriptions/rachats | -14 466,00000 | -3 480 663,49 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 271 616,00000 | |

B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

| | En montant |
|---|------------|
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l'actif net par nature de parts

| Libellé de la part Code ISIN | Affectation des revenus nets | Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées | Devise de la part | Actif net par part | Nombre de parts | Valeur liquidative |
|---------------------------------|---------------------------------|---|----------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|
| BSO 3000 FR0007040712 | Capitalisation | Capitalisation | EUR | 64 761 915,85 | 271 616,00000 | 238,43 |

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés
C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition
C1a. Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition +/- | Ventilation des expositions significatives par pays | | | | |
|--|-------------------|---|-----------------------------|-------------------------|---------------|---------------|
| | | Pays 1 FRANCE +/- | Pays 2 LUXEMBOURG +/- | Pays 3 ITALIE +/- | Pays 4 +/- | Pays 5 +/- |
| | | | | | | |
| Actif | | | | | | |
| Actions et valeurs assimilées | 60 189,82 | 54 685,84 | 3 018,11 | 2 485,86 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Passif | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | | | | |
| Futures | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Options | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Swaps | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Autres instruments financiers | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Total | 60 189,82 | | | | | |

C1b. Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition +/- | Décomposition de l'exposition par maturité | | | Décomposition par niveau de deltas | |
|-----------------------------------|-------------------|--|-------------|-------------|------------------------------------|-------------|
| | | <= 1 an | 1<X<=5 ans | > 5 ans | <= 0,6 | 0,6<X<=1 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

C1c.Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition +/- | Ventilation des expositions par type de taux | | | |
|--|-----------------------|--|----------------------------|-------------|------------------------------------|
| | | Taux fixe | Taux variable ou révisable | Taux indexé | Autre ou sans contrepartie de taux |
| | | +/- | +/- | +/- | +/- |
| Actif | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 120,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 120,76 |
| Passif | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | | | |
| Futures | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Options | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Swaps | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres instruments financiers | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 120,76 |

C1d.Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

| Montants exprimés en milliers EUR | [0 - 3 mois] |]3 - 6 mois] |]6 - 12 mois] |]1 - 3 ans] |]3 - 5 ans] |]5 - 10 ans] | >10 ans] |
|--|---------------|--------------|---------------|-------------|-------------|--------------|-------------|
| | (*) | (*) | (*) | (*) | (*) | (*) | (*) |
| | +/- | +/- | +/- | +/- | +/- | +/- | +/- |
| Actif | | | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 120,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Passif | | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | | | | | |
| Futures | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Options | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Swaps | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres instruments | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 120,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

C1e.Exposition directe sur le marché des devises

| Montants exprimés en milliers EUR | Devise 1 | Devise 2 | Devise 3 | Devise 4 | Devise N |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | +/- | +/- | +/- | +/- | +/- |
| Actif | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Actions et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Passif | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | | | |
| Devises à recevoir | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Devises à livrer | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Futures options swaps | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

C1f.Exposition directe aux marchés de crédit

| Montants exprimés en milliers EUR | Invest. Grade | Non Invest. Grade | Non notés |
|--|---------------|-------------------|-------------|
| | +/- | +/- | +/- |
| Actif | | | |
| Obligations convertibles en actions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Passif | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | |
| Dérivés de crédits | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Solde net | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

C1g.Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

| Contreparties (montants exprimés en milliers EUR) | Valeur actuelle constitutive d'une créance | Valeur actuelle constitutive d'une dette |
|--|--|--|
| Opérations figurant à l'actif du bilan | | |
| Dépôts | | |
| Instruments financiers à terme non compensés | | |
| Créances représentatives de titres financiers reçus en pension | | |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | | |
| Créances représentatives de titres financiers prêtés | | |
| Titres financiers empruntés | | |
| Titres reçus en garantie | | |
| Titres financiers donnés en pension | | |
| Créances | | |
| Collatéral espèces | | |
| Dépôt de garantie espèces versé | | |
| Opérations figurant au passif du bilan | | |
| Dettes représentatives des titres donnés en pension | | |
| Instruments financiers à terme non compensés | | |
| Dettes | | |
| Collatéral espèces | | |

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat
D1. Créances et dettes : ventilation par nature

| | Nature de débit/crédit | 31/12/2025 |
|---|------------------------|--------------------|
| Créances | | |
| Total des créances | | 0,00 |
| Dettes | | |
| | Frais de gestion fixe | 107 487,92 |
| Total des dettes | | 107 487,92 |
| Total des créances et des dettes | | -107 487,92 |

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

| | 31/12/2025 |
|---------------------------------------|--------------|
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 1 266 340,13 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 1,84 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |

D3. Engagements reçus et donnés

| Autres engagements (par nature de produit) | 31/12/2025 |
|---|-------------|
| Garanties reçues | 0,00 |
| - dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan | 0,00 |
| Garanties données | 0,00 |
| - dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine | 0,00 |
| Engagements de financement reçus mais non encore tirés | 0,00 |
| Engagements de financement donnés mais non encore tirés | 0,00 |
| Autres engagements hors bilan | 0,00 |
| Total | 0,00 |

D4. Autres informations
D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

| | 31/12/2025 |
|-------------------------------|------------|
| Titres pris en pension livrée | 0,00 |
| Titres empruntés | 0,00 |

D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

| | Code ISIN | Libellé | 31/12/2025 |
|-----------------------------------|-----------|---------|-------------|
| Actions | | | 0,00 |
| Obligations | | | 0,00 |
| TCN | | | 0,00 |
| OPC | | | 0,00 |
| Instruments financiers à terme | | | 0,00 |
| Total des titres du groupe | | | 0,00 |

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables
D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Revenus nets | 402 261,01 | 190 404,84 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Revenus de l'exercice à affecter | 402 261,01 | 190 404,84 |
| Report à nouveau | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 402 261,01 | 190 404,84 |

Part BSO 3000

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Revenus nets | 402 261,01 | 190 404,84 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Revenus de l'exercice à affecter (**) | 402 261,01 | 190 404,84 |
| Report à nouveau | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 402 261,01 | 190 404,84 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 402 261,01 | 190 404,84 |
| Total | 402 261,01 | 190 404,84 |
| * Information relative aux acomptes versés | | |
| Montant unitaire | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt totaux | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt unitaires | 0,00 | 0,00 |
| ** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution | | |
| Nombre de parts | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu | 0,00 | 0,00 |

BSO 3000 : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

D5b.Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------------|---------------------|
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |

Part BSO 3000

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------------|---------------------|
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |
| Total | 3 405 786,75 | 1 688 596,44 |
| * Information relative aux acomptes versés | | |
| Acomptes unitaires versés | 0,00 | 0,00 |
| ** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution | | |
| Nombre de parts | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR
E1. Inventaire des éléments de bilan

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------|---------------------|----------------------|--------------|
| ACTIONS ET VALEURS ASSIMILÉES | | | 60 189 817,41 | 92,94 |
| Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé | | | 60 189 817,41 | 92,94 |
| Biens de consommation durables | | | 986 000,00 | 1,52 |
| SEB SA-PF | EUR | 20 000 | 986 000,00 | 1,52 |
| Composants automobiles | | | 2 485 860,00 | 3,84 |
| FERRARI NV | EUR | 7 800 | 2 485 860,00 | 3,84 |
| Emballage et conditionnement | | | 958 880,00 | 1,48 |
| BURELLE SA | EUR | 2 305 | 958 880,00 | 1,48 |
| Equipements et fournitures médicaux | | | 6 039 000,00 | 9,32 |
| BIOMERIEUX | EUR | 30 000 | 3 309 000,00 | 5,10 |
| SARTORIUS STEDIM BIOTECH | EUR | 13 000 | 2 730 000,00 | 4,22 |
| FPI de détail | | | 2 172 787,00 | 3,36 |
| CARMILA | EUR | 127 811 | 2 172 787,00 | 3,36 |
| Hôtels, restaurants et loisirs | | | 6 256 020,00 | 9,66 |
| SPIE SA | EUR | 127 000 | 6 256 020,00 | 9,66 |
| Logiciels | | | 7 906 016,20 | 12,21 |
| DASSAULT SYSTEMES SE | EUR | 75 730 | 1 805 403,20 | 2,79 |
| ID LOGISTICS GROUP | EUR | 7 500 | 3 082 500,00 | 4,76 |
| SWORD GROUP | EUR | 84 070 | 3 018 113,00 | 4,66 |
| Media | | | 1 178 548,98 | 1,82 |
| M6-METROPOLE TELEVISION | EUR | 96 761 | 1 178 548,98 | 1,82 |
| Métaux et minerais | | | 5 476 000,00 | 8,46 |
| DASSAULT AVIATION SA | EUR | 20 000 | 5 476 000,00 | 8,46 |
| Produits chimiques | | | 1 773 100,00 | 2,74 |
| ARKEMA | EUR | 34 000 | 1 773 100,00 | 2,74 |
| Produits de soins personnels | | | 3 289 646,36 | 5,08 |
| INTERPARFUMS SA | EUR | 130 438 | 3 289 646,36 | 5,08 |
| Produits pharmaceutiques | | | 4 227 500,00 | 6,53 |
| IPSEN | EUR | 25 000 | 2 975 000,00 | 4,60 |
| VETOQUINOL SA | EUR | 15 000 | 1 252 500,00 | 1,93 |
| Services clientèle divers | | | 2 380 901,37 | 3,68 |
| EDENRED | EUR | 125 907 | 2 380 901,37 | 3,68 |
| Services financiers diversifiés | | | 2 099 660,00 | 3,24 |
| PEUGEOT INVEST | EUR | 27 700 | 2 099 660,00 | 3,24 |
| Services liés aux technologies de l'information | | | 2 368 462,50 | 3,66 |
| CAPGEMINI SE | EUR | 16 650 | 2 368 462,50 | 3,66 |
| Sociétés commerciales et de distribution | | | 2 615 160,00 | 4,04 |
| THERMADOR GROUPE | EUR | 33 744 | 2 615 160,00 | 4,04 |
| Textiles, habillement et produits de luxe | | | 7 976 275,00 | 12,30 |
| HERMES INTERNATIONAL | EUR | 2 350 | 4 986 700,00 | 7,68 |

BSO 3000 : COMPTES ANNUELS 31/12/2025

E1. Inventaire des éléments de bilan

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------|---------------------|----------------------|--------------|
| LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI | EUR | 4 635 | 2 989 575,00 | 4,62 |
| TITRES D'OPC | | | 4 558 828,80 | 7,04 |
| OPCVM | | | 4 558 828,80 | 7,04 |
| Gestion collective | | | 4 558 828,80 | 7,04 |
| CPR MONETAIRE ISR Part I | EUR | 204 | 4 558 828,80 | 7,04 |
| Total | | | 64 748 646,21 | 99,98 |

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

| Type d'opération | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) | | | |
|------------------|------------------------------------|--------|-----------------------------|-------------|----------------------|-------------|
| | Actif | Passif | Devises à recevoir (+) | | Devises à livrer (-) | |
| | | | Devise | Montant (*) | Devise | Montant (*) |
| Total | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

E3. Inventaire des instruments financiers à terme
E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

E5. Synthèse de l'inventaire

| | Valeur actuelle présentée au bilan |
|--|------------------------------------|
| Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT) | 64 748 646,21 |
| Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) : | |
| Total opérations à terme de devises | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - actions | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - taux | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - change | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - crédit | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - autres expositions | 0,00 |
| Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises | 0,00 |
| Autres actifs (+) | 120 757,56 |
| Autres passifs (-) | -107 487,92 |
| Passifs de financement (-) | 0,00 |
| Total = actif net | 64 761 915,85 |

| Libellé de la part | Devise de la part | Nombre de parts | Valeur liquidative |
|--------------------|-------------------|-----------------|--------------------|
| Part BSO 3000 | EUR | 271 616,00000 | 238,43 |

Modèle d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit: **BSO 3000**

Identifiant d'entité juridique: **SAINT OLIVE ET CIE**

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier investit appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-t-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Non

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : ___%

- dans des activités qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
- dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social** : ___%

Il **promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif l'investissement durable, il présentait une proportion minimale de ___% d'investissements durables

- ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
- ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
- ayant un objectif social

Il **promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé pas d'investissements durables**



Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Pour rappel, le FCP promeut des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 8 du Règlement « SFDR ». Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental (aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxinomie. Le FCP ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

La Société de gestion s'assure que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental ou social en mettant en œuvre une politique d'exclusion concernant :

- Les émetteurs dont le mix énergétique est composé à plus de 5% du charbon thermique
- Les émetteurs dont le chiffre d'affaires est généré à plus de 5% par la production de tabac
- Tout émetteur impliqué dans la production d'armes controversées.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?**

Au 31/12/2025, le score ESG du fonds est de 61.95. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien.

● **...et par rapport aux périodes précédentes?**

Au 31/12/2024, le score ESG du fonds est de 53. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien

Au 29/12/2023, le score ESG du fonds est de 65. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien.

Au 31/12/2022, le score ESG du fonds est de 66. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien.

Au 31/12/2021, le score ESG du fonds n'était pas suivie. Le FCP a également respecté son filtre d'exclusion avec un contrôle quotidien au cours de l'exercice 2021.

● **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué?**

Le fonds n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable. Cette méthodologie utilise les données mises à disposition par Clarity AI sur les critères extra financiers (Alignement taxonomie européenne, contribution aux ODD et exposition aux PAI).

Elle définit dans un premier temps si l'émetteur contribue à un objectif social ou environnemental à partir de l'un des 3 critères suivants : contribution positive à au moins 2 PAI, plus de 10% du chiffre d'affaires aligné avec la Taxonomie européenne ou contribution à hauteur de plus de 20% du chiffre d'affaires aux ODD.

Par ailleurs, la méthodologie met en œuvre les principes de DNSH qui sont détaillés dans le paragraphe suivant. Enfin, l'application des pratiques de bonne gouvernance est définie par l'absence de controverses graves sur des sujets liés à la bonne gouvernance.

La mise en œuvre de cette méthodologie aboutit à une part de 68.86% d'investissements durables pour le fonds.

● **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Notre méthodologie définissant un investissement durable permet de vérifier que la société ne cause pas de préjudice important (principe du DNSH) aux autres objectifs environnementaux ou sociaux. Le principe du DNSH est apprécié au regard de 3 critères : absence d'exposition aux PAI négatifs (PAI 4 et 14) ou controversés (PAI 7, 10 et 11), absence d'expositions aux controverses sévères liées au droit du travail et droits humains, aucun PAI obligatoire ne doit se situer dans le 5^e percentile inférieur par rapport à l'univers Clarity.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?

Le FCP n'a pas d'objectif d'investissement durable et ne prend donc pas en compte les PAI dans sa politique d'investissement.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme? Description détaillée:

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables. Néanmoins, dans sa méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable, la société de gestion exclut de sa définition d'investissement durable tout émetteur ne respectant pas les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PAI 10).

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE. Elle s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Ce produit financier ne prend pas en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité dans sa politique d'investissement. Néanmoins, il les prend en compte dans sa méthodologie pour définir un investissement durable.

Ils sont également calculés.

| Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité | Élément de mesure | | Incidences [année n] |
|--|---|--|---------------------------------------|
| INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT | | | |
| Émissions de gaz à effet de serre | 1. Émissions de GES | Émissions de GES de niveau 1 | 470.6182 tonne CO2e |
| | | Émissions de GES de niveau 2 | 340.60403 tonne CO2e |
| | | Émissions de GES de niveau 3 | 24405.025 tonne CO2e |
| | | Émissions totales de GES | 25129.84 tonne CO2e |
| | 2. Empreinte carbone | Empreinte carbone | 467.08115 tonne CO2e / EUR M invested |
| | 3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements | Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements | 595.34906 tonne CO2e / EUR M revenue |
| | 4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles | Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles | 0.08761363 % |
| 5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable | Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie | Consommation: 66.63523 % Production: 0.063258454 % | |
| 6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique | Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique | Total: 0.06431655 GWh / EUR M revenue Secteur C: 0.048414227 GWh / EUR M revenue Secteur D: 0.0015529776 GWh / EUR M revenue | |

| | | | |
|--|--|---|---|
| | | | <p>Secteur F: 0.000025439538 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur G: 0.00036070045 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur H: 0.007382877 GWh / EUR M revenue</p> <p>Secteur L: 0.0065803165 GWh / EUR M revenue</p> |
| Biodiversité | 7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité | Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones | 0.026996875 % |
| Eau | 8. Rejets dans l'eau | Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée | 0.0013022214 tonne / EUR M invested |
| Déchets | 9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs | Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée | 0.7856753 tonne / EUR M invested |
| INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION | | | |
| Les questions sociales et de personnel | 10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales | Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales | 0 % |
| | 11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales | Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différents permettant de remédier à de telles violations | 3.0732718 % |
| | 12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé | Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements | 14.755523 % |

| | | | |
|--|---|---|-------------|
| | 13. Mixité au sein des organes de gouvernance | Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres | 44.037678 % |
| | 14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques) | Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées | 0 % |
| INDICATEURS APPLICABLES AUX INVESTISSEMENTS DANS DES ÉMETTEURS SOUVERAINS OU SUPRANATIONAUX | | | |
| Environnement | 15. Intensité de GES | Intensité de GES des pays d'investissement | - |
| Social | 16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales | Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national | |



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

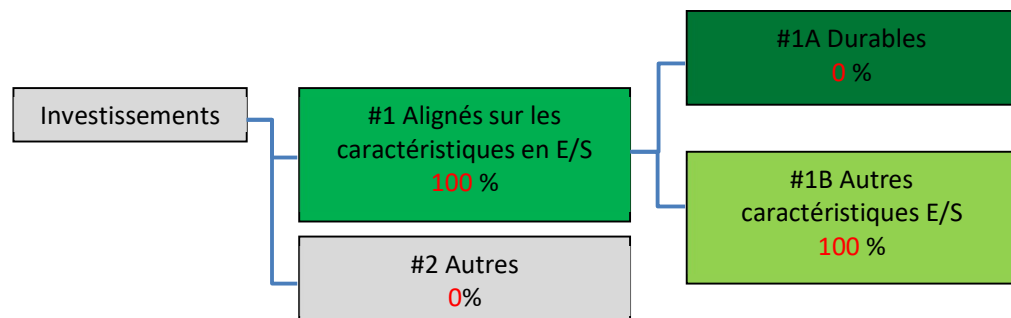
| Investissements les plus importants | Secteur | % d'actifs | Pays |
|-------------------------------------|-------------------------------|------------|------------|
| DASSAULT AVIATION SA | Industrie | 9.78% | France |
| SPIE SA | Industrie | 9.19% | France |
| HERMES INTERNATIONAL | Consommation Discrétionnaire | 7.1% | France |
| IPSEN | Santé | 5.98% | France |
| INTERPARFUMS SA | Biens de Consommation de Base | 5.41% | France |
| BIOMERIEUX | Santé | 4.89% | France |
| SWORD GROUP | Technologies de l'Information | 4.76% | Luxembourg |
| ID LOGISTICS GROUP | Industrie | 4.38% | France |
| THERMADOR GROUPE | Industrie | 4.33% | France |
| EDENRED | Finance | 4.17% | France |
| FERRARI NV | Consommation Discrétionnaire | 4.04% | Pays-Bas |
| LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI | Consommation Discrétionnaire | 3.96% | France |
| CARMILA | Immobilier | 3.9% | France |
| SARTORIUS STEDIM BIOTECH | Santé | 3.89% | France |
| ARKEMA | Matériaux | 3.3% | France |



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

● Quelle était l'allocation des actifs?

L'allocation des actifs décrit la proportion d'investissements dans des actifs spécifiques.



Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental .

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie #2 Autres inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S comprend :

- la sous-catégorie #1A Durables couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux ;

- la sous-catégorie #1B Autres caractéristiques E/S couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

| Secteur | % d'actifs |
|-------------------------------|-------------------|
| Industrie | 28.82% |
| Consommation Discrétionnaire | 18.28% |
| Santé | 16.92% |
| Finance | 10.83% |
| Technologies de l'Information | 10.11% |
| Biens de Consommation de Base | 5.47% |
| Immobilier | 3.91% |
| Matériaux | 3.3% |
| Aucun secteur attribué | 2.2% |
| obligations d'État | 0.07% |
| Services aux Collectivités | 0.06% |
| Services de Télécommunication | 0.03% |

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en %:

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la proportion des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier investit;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier investit, pour une transition vers une économie verte par exemple;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier investit.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

- **Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE?**

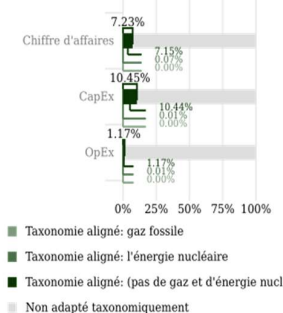
Oui :

Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire

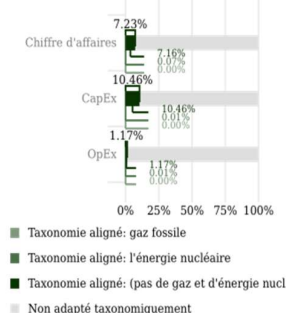
Non

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.

1. Alignement des investissements sur la taxinomie, dont obligations souveraines*



2. Alignement des investissements sur la taxinomie, hors obligations souveraines*



*Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

- **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?**

0.92% du portefeuille est aligné sur la taxinomie de l'UE par le biais d'activités transitoires et 5.38% est aligné par le biais d'activités habilitantes.

● **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes?**

Au 31/12/2024, 0.66% du portefeuille est aligné sur la taxinomie de l'UE par le biais d'activités transitoires et 4.43% est aligné par le biais d'activités habilitantes.

Au 31/12/2023, 0.53% du portefeuille est aligné sur la taxinomie de l'UE par le biais d'activités transitoires et 1.2% est aligné par le biais d'activités habilitantes.

Au 31/12/2022, la part d'investissements alignée avec la Taxinomie était de 0%.

Le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE n'est pas disponible pour les périodes de référence précédentes.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE..



Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE?

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable en utilisant les données mises à disposition par Clarity AI.

Cette méthodologie permet d'identifier une part de 68.86% d'investissements durables ayant un objectif environnemental dont 75.16% non alignés à la Taxinomie.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social?

Le produit n'a pas d'objectif d'investissements durables.

Néanmoins, la société de gestion a mis en place une méthodologie interne pour définir ce qu'est un investissement durable en utilisant les données mises à disposition par Clarity AI.

Cette méthodologie permet d'identifier une part de 59.05% sur le plan social.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie «autres», quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux?

Il n'y a pas d'investissements inclus dans la catégorie « Autres ».



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence?

Des contrôles pre trade et des contrôles post trade sont mis en oeuvre pour s'assurer du respect des filtres d'exclusion.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

● **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large?**

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

● **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues?**

Le produit n'a pas d'indice de référence durable.

● **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?**

Le fonds a une performance de +1.18 % sur l'exercice 2025, tandis que son indice de référence (Euronext Paris CAC All Tradable NR EUR) a une performance de + 13.41%. L'indice de référence n'intègre pas de caractéristiques environnementales ou sociales.

● **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?**

Le produit n'a pas d'indice de marché large.